

Hans-Georg Maassen, ancien responsable du renseignement allemand : les Européens succomberont à l'islam

écrit par Juvénal de Lyon | 28 janvier 2024





Contrairement à ce que pensent des Eric Zemmour et autre Marine Le Pen, la partie est perdue, car “l’islam est sur le point de s’emparer complètement de l’Europe, à tous points de vue”. C’est ce que croit une personne bien placée pour le savoir, Hans-Georg Maaßen, le plus haut responsable du renseignement intérieur allemand de 2012 à 2018, qui, dans une interview récente, a pointé du doigt les indices qui annoncent la chute imminente de l’Europe au profit de l’islam, notamment les chiffres inquiétants des changements démographiques.

Selon les estimations prudentes de Pew Research, au cours des 25 prochaines années, c’est-à-dire pendant la majeure partie de la vie de la génération actuelle, “la population musulmane de l’Europe triplera pour atteindre le chiffre stupéfiant de 76 millions de personnes.”

En réalité, le nombre actuel et futur de musulmans semble être

plus élevé, bien qu'il n'existe pas de chiffres officiels. Par exemple, dans une étude antérieure de 2011, Pew Research a constaté que "le nombre de musulmans en Europe est passé de 29,6 millions en 1990 à 44,1 millions en 2010. La population musulmane de l'Europe devrait dépasser les 58 millions d'ici 2030".

Mais les chiffres ne racontent pas toute l'histoire. En effet, il conviendrait, pour rapporter une image fidèle, de considérer la concentration musulmane dans les grandes villes, l'agressivité à pousser un agenda islamique, l'agressivité tout court, et le harcèlement constant et minutieux des élites et des médias pour faire honte à tout politique qui ose critiquer l'islam et les musulmans – le crime d'islamophobie est définitif.

Non seulement les migrations de masse sont responsables de la croissance exponentielle de l'islam en Europe, mais une fois sur place, la femme musulmane moyenne a beaucoup plus d'enfants que la femme européenne moyenne – sur ce point, l'Européenne est responsable : les militants de droite les plus alarmés ont baissé les bras et refusent de faire beaucoup d'enfants – et ne parlons pas de ceux qui votent pour des dirigeants immigrationnistes.

Ainsi, le prénom "Muhammad" a déjà pris d'assaut l'Europe de l'Ouest en tant que prénom numéro un pour les nouveau-nés de sexe masculin.

Lors de son interview, Hans-Georg Maaßen a déclaré que ces chiffres élevés étaient intentionnels et le fait de l'élite dirigeante européenne. Pour ce chef des services de renseignement, la théorie du "grand remplacement" n'est pas un mythe. Plus une population est forcée de devenir idéologiquement mixte, moins elle est capable de s'identifier, et encore moins de protéger ses croyances :

"Nos hommes politiques veulent une population différente",

explique l'ancien haut-fonctionnaire. "La gauche politique suit le cours de l'idéologie anti-allemande. Plus une population est hétérogène, moins elle est capable de s'exprimer et d'avoir une voix démocratique. Plus les politiques acceptent les immigrants d'autres pays comme ils l'entendent et leur accordent la citoyenneté, plus les politiques sélectionnent la population de l'État et influencent les résultats des élections. Ces migrants votent alors différemment des locaux".

On pourrait ajouter que dans l'esprit des élites traumatisées par la dernière Guerre, fabriquer une population générique identique partout en Europe au moyen d'une immigration identique et massive est la solution aux déchirements européens.

Maaßen explique combien **il serait facile pour les gouvernements européens, en particulier l'Allemagne et l'Autriche, d'empêcher les migrants musulmans d'entrer sur leur territoire – et combien il serait facile de renvoyer dans leur pays d'origine les nombreux criminels qui y sont déjà entrés – mais ils refusent de le faire.**

Pour preuve, M. Maaßen a cité un récent "sommet sur les migrations" en Allemagne, où il n'a vu que de la "politique de vitrine" ou de la "politique factice", principalement axée sur la manière de collecter plus d'argent pour les demandeurs d'asile et sur l'accélération des procédures d'asile. **Cependant, personne ne semble vouloir poser la question essentielle : "Pourquoi laissons-nous ces personnes entrer en Allemagne et en Europe ?"**

Cette question est d'autant plus urgente que toutes les villes et régions d'Europe où la présence de migrants est importante sont devenues des mouloirs, en proie à des activités violentes et criminelles. Par exemple, en 2017 déjà, un article titrait "Les Autrichiens vivent dans la

peur alors que des gangs de migrants violents mènent des attaques quotidiennes à Vienne". Pareil en Suède, qui ne semble pas prête à affronter la réalité en face. Pareil en Belgique, en France, en Allemagne et ailleurs, malgré quelques élections de politiciens de droite.

Museler la liberté d'expression pour protéger l'islam (1)

En plus d'imposer l'immigration, les politiciens européens (1) ont pris d'autres mesures pour aider à établir et à renforcer l'islam en Europe, au détriment des autochtones.

- La liberté d'expression a pratiquement disparu en Irlande, après que les Irlandais se sont mis en colère à la suite d'une nouvelle agression non provoquée, commise par un musulman (le meurtre à l'arme blanche de trois jeunes enfants et de la personne qui s'en occupait).
- Au Danemark, qui a longtemps accueilli les moqueries sur le christianisme sous couvert de "liberté d'expression", les moqueries sur l'islam sont désormais strictement interdites.
- La Suède a fini par interdire de brûler le Coran.
- La France pourchasse au pénal tout propos islamophobe.
- Et la Grande-Bretagne a jeté en prison un activiste qui citait les propos de Churchill sur l'islam.

L'immigration incontrôlée n'est possible que parce que les Européens nihilistes n'ont aucune motivation pour arrêter la transformation de leur continent ou éjecter leurs dirigeants traîtres, a suggéré M. Maaßen. Je fais le même constat depuis plus de dix ans, lorsque je compare les chiffres de la natalité, dernier rempart dont disposaient les résistants à l'islam.

Maaßen :

Nous ne savons pas où nous voulons aller. À quoi devrait ressembler l'Allemagne ou l'Autriche en 2030 ? Nous ne

critiques ont comparée au « Big Brother » d'Orwell, devrait redéfinir le paysage de la liberté d'expression au sein de l'Union européenne.

Cette décision a suscité beaucoup d'attention en raison de son impact potentiel sur les libertés individuelles. Ses détracteurs estiment qu'elle pourrait conduire à des excès et à la suppression de la liberté d'expression. Pourtant, le Parlement européen reste ferme dans sa position, affirmant que ce changement radical est une étape cruciale dans la lutte contre la haine et qu'il va de l'avant.

Avant la résolution, Maite Pagazaurtundúa (Espagne), rapporteuse du rapport et membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, a déclaré :

« Le cadre juridique actuel de l'UE ne couvre le discours et les crimes de haine que sur certaines bases, mais il n'existe actuellement aucune définition juridique commune et complète au niveau de l'Union. Avec la nouvelle dynamique sociale, la normalisation de la haine évolue très rapidement et nous devons nous protéger en tant que société et protéger les personnes qui sont attaquées, persécutées et harcelées. »

Les réseaux radicaux et la polarisation extrême constituent un environnement favorable à l'augmentation de ces comportements qui violent les droits fondamentaux. Avec ce rapport, nous demandons au Conseil de donner le feu vert pour légiférer contre les crimes et les discours de haine en termes européens, toujours en accord avec le principe de proportionnalité et en garantissant la liberté d'expression des citoyens ».

Tiré de [*The European Conservative*](#) :

« Le document fixe deux objectifs principaux : inclure le discours de haine parmi les crimes européens spécifiés dans l'article 83(1) du TFUE, qui énumère des « crimes

particulièrement graves ayant une dimension transfrontalière » – tels que le terrorisme, la traite des êtres humains, le trafic de drogue et d'armes, le blanchiment d'argent et le crime organisé – et qui sont soumis à des règles minimales à l'échelle de l'UE en ce qui concerne les définitions et les pénalités. Selon l'explication officielle, le discours de haine mérite la même étiquette parce qu'il est si grave qu'il affecte non seulement un individu ou une communauté « mais aussi la société dans son ensemble, en sapant les fondements de l'UE », tandis que les médias sociaux lui confèrent instantanément une « dimension transfrontalière ».

« Le deuxième objectif souligné dans la résolution est d'étendre la définition du discours et des crimes de haine pour couvrir plusieurs catégories de victimes supplémentaires. Actuellement, la législation européenne ne les définit que comme de la haine envers une race, une couleur de peau, une religion, une nationalité ou une ethnie spécifique, ce qui, selon les législateurs de gauche, est loin d'être suffisant dans le monde d'aujourd'hui.

C'est pourquoi le document demande d'étendre la définition au « sexe, à l'orientation sexuelle, au genre, à l'identité de genre, à l'expression de genre, aux caractéristiques sexuelles, à l'âge, au handicap et à toute autre caractéristique fondamentale ». En l'absence d'une définition objective, il est facile d'imaginer que la dernière fonctionne comme un chèque en blanc pour couvrir tout ce qui pourrait offenser quelqu'un. »

Traduction de [Reclaim The Net](#)

Pcc : Juvénal de Lyon